

<http://gec.venissieux.org/Le-drame-de-Gaza-interpelle-les-consciences-les>



Voeu porté par la majorité municipale

Le drame de Gaza interpelle les consciences, les institutions, les états, l'ONU.

- Interventions -



Date de mise en ligne : mardi 11 juin 2024

Copyright © Elus communistes et apparentés de Venissieux - Tous droits

réservés

Permettez-moi d'ajouter un mot rapide pour le groupe communiste et de tenter de répondre aux remarques.

Ce vœu se concentre sur l'exigence humanitaire de faire cesser les morts très majoritairement civil, et de constater l'urgence d'un geste diplomatique international pour affirmer la nécessité de reconnaître l'état de Palestine, déjà reconnu par 147 pays avec la Slovaquie sur les 198 membres de l'ONU, décision indispensable pour ouvrir un espace de négociation quand tous les 198 pays reconnaissent bien l'état d'Israël.

Il ne traite aucune autre question, dont plusieurs font l'objet de débats complexes, le lien entre cessez-le-feu et la libération des otages, la solution à deux états, la situation en Cisjordanie où, avant le 7 octobre, il y avait eu près de 300 morts civils palestiniens.

Il a été rédigé sur ses deux seules questions pour permettre d'être soutenu largement, car il serait terrible de faire de ce drame un débat politique en France. Nous savons tous qu'il y a dans l'histoire de la diplomatie française des liens forts avec le monde arabe en général et la Palestine en particulier. Quand Chirac affirme en 1996 son droit face à la police israélienne, ce n'est pas un débat politique interne de France, mais bien l'affirmation d'une nécessité diplomatique. Le drame palestinien continuera bien après l'élection européenne, même s'il y a ce que nous espérons tous un cessez-le-feu durable. Les souffrances et les haines sont telles qu'il faudra beaucoup d'efforts diplomatiques, politiques, économiques, humanitaires pour permettre aux générations qui hériteront de cette longue et terrible histoire de colonisation d'inventer une réconciliation. A ceux qui pensent que c'est impossible, rappelons que c'est ce qu'a construit Mandela en Afrique du Sud, lui qui affirmait « notre liberté est incomplète sans la liberté des Palestiniens ».

Nous avons comme tout l'Occident, une responsabilité. Arrêtons d'intervenir partout économiquement et militairement en prétendant détenir la morale alors même que ce sont nos intérêts économiques qui nous guident. Défendons le droit international et le respect des peuples, travaillons à un monde de paix et de coopérations. La reconnaissance par la France de la Palestine serait un geste historique qui accélérerait les négociations de cessez-le-feu comme de réouverture d'un chemin vers la paix et la justice au Moyen-Orient.

Vœu pour le conseil municipal du 3 juin 2024

Le drame de Gaza interpelle les consciences, les institutions, les états, l'ONU.

Des centaines de milliers de Palestiniens, chassés à plusieurs reprises par les bombardements se retrouvent dans des camps sommaires manquant de nourriture, d'eau, de soins. L'UNWRA, l'agence de l'ONU en charge des réfugiés palestiniens a lancé un appel d'urgence pour maintenir sa réponse humanitaire dans les territoires palestiniens occupés.

Elle apporte une aide humanitaire vitale à 5,5 millions de personnes, avec plus de 700 écoles qui scolarisent plus de 500 000 enfants palestiniens, des médecins, des infirmières, assure les besoins fondamentaux et les services publics dans les camps de réfugiés palestiniens depuis 1949.

À la suite d'une campagne internationale de désinformation organisée par le gouvernement israélien, cette agence a perdu 50% de ses financements, dont celui de la France. Le rapport de l'ancienne ministre des affaires étrangères

Le drame de Gaza interpelle les consciences, les institutions, les états, l'ONU.

Catherine Colonna publié fin avril, indique que l'agence a des règles fortes pour assurer le respect du principe humanitaire de neutralité, malgré le contexte extrêmement complexe dans lequel elle opère. Ce rapport met fin aux doutes à l'encontre de l'UNRWA depuis les allégations du gouvernement Netanyahu.

Depuis le 24 mars 2024, les autorités israéliennes n'autorisent plus le passage des convois humanitaires vers le nord de Gaza qui abrite encore environ 300 000 personnes, imposant ainsi à la quasi-totalité des 2,4 millions d'habitants de la bande de Gaza une famine ayant déjà causé la mort de nombreux enfants (source UNICEF et Human Rights Watch).

Depuis le début de la guerre de 2023-2024, l'armée israélienne a mené des attaques meurtrières contre les installations de l'UNRWA, tuant 171 membres de l'agence et bombardant plus de 140 de ses centres, dont de nombreuses écoles. Il s'agit du plus grand nombre de morts jamais subi par le personnel de l'ONU au cours d'une guerre.

En mai 2024, des manifestants ont mis le feu au siège de l'UNRWA à Jérusalem. Aujourd'hui, la Knesset vote pour faire figurer l'Agence sur la liste des organisations terroristes. Dans le week-end des 25-26 mai l'armée israélienne a frappé un camp de l'Agence à Rafah en zone humanitaire, avec de nombreux morts. Selon l'UNICEF, le nombre de civils innocents tués en quelques mois s'élèvent à plus de 36 000 personnes dont plus de 14 100 enfants et 9 000 femmes, sans compter les milliers de personnes toujours portées disparues qui seraient probablement sous les décombres. Le nombre de blessés s'élèvent quant lui à 81 000 personnes dont 12 300 enfants.

Après la décision de la cour internationale de justice dénonçant le risque de génocide au vu du nombre de victimes civiles innocentes, les mandats d'arrêts demandés par le procureur de la cour pénale internationale, et les décisions de l'Espagne, l'Irlande et la Norvège, de reconnaître un État de Palestine libre et souverain au côté de l'État d'Israël, la France ne peut attendre. Ce n'est pas seulement l'émotion qui nous bouleverse, mais aussi la certitude que l'urgence est d'arrêter le massacre en cours sur la population palestinienne ainsi que la reconnaissance de la Palestine pour ouvrir un nouvel espace de négociations sur une solution assurant les droits de tous les peuples de la région.

C'est pourquoi le conseil municipal de Vénissieux fait le vœu que le gouvernement

- exige un cessez le feu immédiat ainsi que la fin de la politique israélienne de blocage des convois humanitaires à destination des civils palestiniens
- agisse pour rétablir les financements de l'UNRWA et les adapter aux besoins énormes et urgents de survie des palestiniens
- reconnaisse sans attendre l'état de Palestine comme l'ont fait 146 pays sur les 193 membres de l'ONU